

## DIPLÔME DÉLIVRÉ

Master - (M1 : niveau 6 - M2 : niveau 7)

Code RNCP : 34127

## RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES

Gérard Jazottes, Professeur des universités, Université Toulouse 1 Capitole

Olivier Staes, Maître de conférences, Université Toulouse 1 Capitole

## ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

### 1<sup>ère</sup> année

#### Professeurs des universités :

Philippe Delvit, Gérard Jazottes, Alexandra Mendoza, Eric Naim-Gesbert

#### Maîtres de conférences :

Marie-Pierre Blin, Emmanuel Cordelier, Nadège Jullian, Marion Larouer, Eugénie Lecea-Fabries, Solange Mirabail, Laurent Posocco, Geneviève Pujolle, Christelle Rieubernet, Sophie Sabathier, Anthony Stenton, Françoise Teychenié, Sophie Théron, Sarah Torricelli

#### Intervenants professionnels :

Beyza Baydur, Cécile Dat-Babin, Nicolas Esplan, Yves Gonzales, Joëlle Saldana

### 2<sup>ème</sup> année

#### Professeurs des universités :

Isabelle Desbarats, Christophe Godowski, Gérard Jazottes, Hugues Kenfack, Christophe Paulin, Julien Théron, Moussa Thiouye

#### Maîtres de conférences :

Emmanuel Cordelier, Anne d'Abbadie d'Arrast, Estelle Fohrer-Dedeurwaerder, Sophie Sabathier, Stéphane Sanchez, Olivier Staes, Sophie Théron, Laurent Posocco

#### Professeur agrégé : Stéphanie Mc Lellan

#### Intervenants professionnels :

Pascale Benhamou, Benjamin Benifei, Jérôme Bouffard, Guillaume Dorignac, Renaud Frechin, Jan Holtzhauser, Jean Pierre Lourties, Ludovic Seree De Roch, Bruno Viguie

## MASTER MENTION DROIT DES AFFAIRES

Parcours type

## JURISTE D'ENTREPRISE

## PARCOURS ALTERNANCE EN 2 ANS

CONTRAT D'APPRENTISSAGE OU DE PROFESSIONNALISATION



## OBJECTIFS

Ce master en alternance a pour objectif de former des juristes dotés des compétences juridiques pratiques et théoriques indispensables à un accompagnement pertinent et efficace des entreprises et de leurs dirigeants. Ils doivent pouvoir prévenir les contentieux, anticiper et gérer le risque contractuel, pour un développement de l'entreprise sur le marché régional, national, européen et international.

Au terme de la formation, le diplômé doit : maîtriser les concepts fondamentaux du droit interne, européen et international des affaires ; maîtriser l'analyse et la qualification juridiques ; maîtriser les principales règles comptables, fiscales et financières applicables aux entreprises ; maîtriser les modes de règlement des conflits commerciaux (justice étatique et modes alternatifs de règlement des litiges.)



## PUBLICS VISES ET CRITERES D'ADMISSION

Formation à effectif limité (30 apprenants)

### Conditions préalables à la candidature

Les apprenants ayant obtenu une Licence droit, A.E.S., Economie Droit ou tout diplôme admis en équivalence par la commission pédagogique.

Accès au public en reprise d'études au titre de la validation soit des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit des acquis de l'expérience, ou ayant bénéficié d'une dispense de parcours dans le cadre du dispositif VA85.

### Sélection des candidats

L'admission dans cette formation relève d'un accès sélectif. Un dossier de candidature est nécessaire. Entretien à la demande de la commission de sélection.



## ORGANISATION

Ce parcours Juriste d'entreprise du Master Mention Droit des affaires se prépare sur une durée de deux ans, en alternance, selon le rythme suivant :

- **Première année** : 2 semaines de cours / 2 semaines en entreprise.
- **Deuxième année** : 4 semaines de cours / 4 semaines en moyenne en entreprise.

La formation débute au mois de septembre de l'année N pour s'achever à la fin du mois de septembre de l'année N + 2 par la soutenance du rapport d'activité. L'action de formation représente un volume horaire global de **967 heures** (examens et accompagnement compris).



## COMPETENCES VISEES

- Maîtriser les concepts fondamentaux du droit interne, européen et international des affaires
- Maîtriser l'analyse et la qualification juridique
- Maîtriser les principales règles comptables, fiscales et financières applicables aux individus et aux entreprises
- Maîtriser les modes de règlement des conflits commerciaux (justice étatique et modes alternatifs de règlement des litiges)



**PROGRAMME**

<b>1<sup>ERE</sup> ANNEE - 469H</b>	<b>2<sup>EME</sup> ANNEE – 396H</b>
-------------------------------------	-------------------------------------

<b>COMPETENCES TRANSVERSALES</b>	
<b>91h</b>	<b>57h</b>
Usage avancé et spécialisé des outils numériques	
18h	27h
Informatique – 18h	Formation documentaire – 9h
	Technologie de l'internet – 18h
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	
58h	30h
Anglais – 40h	Anglais juridique – 30h
Techniques de communication – 18h	
Appui à la transformation en contexte professionnel	
15h	
Gestion de projet – 15h	

<b>COMPETENCES DISCIPLINAIRES</b>	
<b>378h</b>	<b>246h</b>
Assurer la sécurisation de actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	
204h	102h
Contrats d'affaires 1 – 24h	Techniques contractuelles – 15h
Contrats d'affaires 2 – 24h	Pacte extra statutaires – 6h
Droit de l'environnement – 18h	Négociation – 6h
Droit de la régulation – 15h	
Droit public des affaires – 9h	Marchés publics – 15h
Droit de la défaillance économique – 42h	Contrats de distribution – 12h
Droit international privé – 33h	Bail commercial – 12h
Droit de la concurrence – 21h	Contrats bancaires – 18h
Droit de la consommation – 18h	
Assurer la gestion juridique de la vie de l'entreprise et de ses pratiques	
129h	96h
Droit de la régulation	Titres financiers – 18h
Fiscalité des structures – 24h	Opérations haut de bilan – 18h
Transmission de l'entreprise – 33h	Les risques financiers – 18h
Gestion financière – 15h	Fiscalité des échanges – 30h
Analyse financière – 30h	Les risques responsabilités – 18h
Patrimoine intellectuel 1 – 9h	
Patrimoine intellectuel 2 – 18h	
Droit de la défaillance économique	
Droit de la concurrence	
Gérer les contentieux et arbitrages (en collaboration ou non avec des cabinets d'avocats)	
45h	48h
Contrôle fiscal – 9h	
Contentieux de l'entreprise – 18h	
Droit pénal des affaires – 18h	Arbitrage – 15h
	Suivi des procédures – 21h

<b>COMPETENCES DE SPÉCIALITÉ</b>	
<b>105h</b>	
Assurer la sécurisation juridique de base des activités internationales de l'entreprise (57h)	
	DIP Contrats – 12 h
	DIP Société – 12h
	Droit du commerce international – 15h
	Transports – 15h
	Douanes – 15h
Assurer la sécurisation juridique de base des activités internationales de l'entreprise (48h)	
	Sécurité sociale – 18h
	Ressources humaines – 18h
	Rédaction des contrats de travail – 12h

<b>AUTRES PRESENTIELS ET ACCOMPAGNEMENT</b>	
	Réunion de rentrée – 6h
Examens – 30h	Examens – 42h
Accompagnement – 12h	Accompagnement – 12h

Volume horaire global 865h de cours hors examen et accompagnement, réunion de rentrée



## DEBOUCHES PROFESSIONNELS

Juriste d'entreprise, soit en tant que généraliste (secrétariat général, affaires juridiques, Directeur Administratif et Financier, chef -ou responsable- de service juridique et/ou contentieux...), soit dans un service spécialisé (fiscalité, droit des sociétés, contentieux, propriété intellectuelle) ou également dans les cabinets d'avocats d'affaires.



## METHODES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs et de professionnels. Le praticien peut intervenir en complément d'un cours, pour des travaux dirigés ou des séminaires qui permettent l'approfondissement d'un thème particulier dans une perspective pratique, ou être titulaire du cours. Des supports de cours peuvent être déposés sur la plateforme Moodle de l'université. La mise en place d'un tutorat est destinée à accompagner l'apprenant pour des conseils méthodologiques.

Un tuteur universitaire est nommé avec comme objectif : faire le lien entre l'apprenant et son entreprise, définir ensemble la thématique qui fera l'objet de la soutenance finale devant jury. Le tuteur en entreprise pourra prendre part à ce jury d'examen.

Accès possible aux diverses ressources universitaires : accès aux salles informatiques, centres de documentation, bibliothèques de l'université, Learning Center.



## CONTROLE DES CONNAISSANCES

Les Modalités de Contrôle des Connaissances sont données en début de session et mentionnent les modalités d'évaluation permettant l'obtention du Diplôme national : Master mention droit des affaires parcours type juriste d'entreprise.

La formation est ponctuée par des contrôles continus mais également des examens terminaux suivis d'une soutenance de rapport.



## CONTACTS

### Suivi de l'alternance :

SERVICE DE FORMATION CONTINUE, VALIDATION DES ACQUIS ET APPRENTISSAGE (FCV2A UT1 CAPITOLE)

Site de la Manufacture des Tabacs - Bâtiment Q - 1<sup>er</sup> étage - 21, allée de Brienne - Toulouse

Cendrine Corbellini - 05 61 12 85 86 - bureau MQ 105 [veronique.lemozy@ut-capitole.fr](mailto:veronique.lemozy@ut-capitole.fr)

Sylvie Cardoso - 05 61 12 88 94 - bureau MQ 107 [sylvie.cardoso@ut-capitole.fr](mailto:sylvie.cardoso@ut-capitole.fr)

### Suivi des plannings et organisation des examens :

POLE MASTERS

Site de l'Arsenal - 2 rue du doyen Gabriel Marty - Toulouse

Sylvaine Girardin - 05 61 63 35 11 - bureau AR 127 [pmd02@ut-capitole.fr](mailto:pmd02@ut-capitole.fr)

## € TARIFS

Le Master mention Droit des Affaires parcours Juriste d'entreprise en apprentissage est rattaché à MidiSup qui réunit écoles d'ingénieurs et UT1 Capitole.

### Tarifs 2020/2021 :

Contrat d'apprentissage, Contrat de professionnalisation : Nous contacter.

Prise en charge par l'entreprise et son OPCO.

